

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1488

11 juin 2014

SOMMAIRE

Advent Garden (Luxembourg) S.à r.l.	71379	ITT Industries Global S.à r.l.	71420
AG für Investitionen und Beteiligungen ..	71379	Japan Dynamic Fund	71381
Alpha Personnel System S.A.	71389	Koconsult S.à r.l.	71389
Apex Tactical Allocation Fund	71406	Kutchin Investments S.à r.l.	71388
Aqua-Rend	71382	Laubach Ferrailles S.A.	71382
Articis S.A.	71382	Lux-Index US.	71383
Beckmann & Jörgensen Holding S.A.	71380	Malux International S.A. - SPF	71402
CBR Holding (Luxembourg) S.A.	71390	Malux International S.A. - SPF	71386
Chartinvest S.A.	71379	Malux SPF	71386
Continental Finance Holding S.A.	71379	Marco Belusa S.A.	71384
Cronos Invest	71388	MBERP II (Luxembourg) 15 S.à r.l.	71389
Dereco S.A.	71382	Milton Holding S.A. SPF	71386
Dharma Investment S.A.	71380	Nyq Ventures S.A.	71383
FIP (Europe)	71385	Pétrusse Participations S.A.	71385
Fondeco S.A.	71381	Raisin Blanc S.A.	71424
Freo Germany II Partners (SCA) SICAR	71385	Teleflex Medical Devices S.à r.l.	71421
Garlaban S.A.	71384	Teslux Holding S.A.	71380
Green Bear S.A.	71386	Tigoni Holding S.A. S.P.F.	71384
IGLS Invest S.A. SPF	71387	Timberland, SICAV	71388
International Business Consultants S.A.	71378	UBS (Lux) Equity Fund	71390
Investment Solutions	71381	Weldpart S.A.	71378
		Wintersport Investments Holding S.A. ...	71378

Wintersport Investments Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 51.942.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 27 juin 2014 à 15:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014077341/696/17.

I.B.C. (Luxembourg), International Business Consultants S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 51.863.

Suite au Procès-Verbal de Carence établi, le Conseil d'Administration convoque par la présente les Actionnaires de la société INTERNATIONAL BUSINESS CONSULTANTS SA à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 juin 2014 à 15 heures au siège de la société pour délibérer sur l'Ordre du Jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et Rapport du Commissaire;
2. Présentation et Approbation du Bilan, du Compte de Profits et Pertes et de l'annexe arrêtés au 31-12-2013;
3. Affectation du résultat de l'exercice;
4. Décharge à donner aux Administrateurs et Commissaire;
5. Nominations - Démissions d'Administrateurs;
6. Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014080346/553/18.

Weldpart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 98.634.

Les Actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 27 juin 2014 à 18.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Nominations statutaires
5. Décision à prendre sur la dissolution éventuelle de la société conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014080355/19.

AG für Investitionen und Beteiligungen, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 53.465.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

du 1 juillet 2014 à 10.00 heures au siège de la société, pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Ratification der Mandatsdauer des Wirtschaftsprüfers;
2. Sonstiges

Pour assister ou pour se faire représenter par un mandataire à l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions ou un certificat de blocage, émis par une banque attestant la propriété effective des actions, ainsi que, le cas échéant, la procuration y afférente, trois jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale ordinaire au siège de la société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014080328/717/17.

Chartinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 87.859.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 3 juillet 2014 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2013.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014080342/1267/16.

Continental Finance Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 64.149.

Hiermit lege ich mein Mandat als Verwaltungsrat und Administrateur Délégué zum 28. Februar 2014 nieder.

Le 15. April 2014.

Georges Majerus.

Référence de publication: 2014054469/9.

(140062840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2014.

Advent Garden (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 173.967.

Suite au changement de dénomination et de forme juridique en date du 28 mars 2014 de l'associé de la Société, il convient de modifier celui-ci de AI Global Investments S.à r.l., société à responsabilité limitée, en AI Global Investments & Cy S.C.A., société en commandite par actions, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 avril 2014.

Référence de publication: 2014054347/12.

(140062775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2014.

Dharma Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 73.992.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 30 juin 2014 à 14:00 au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et acceptation du rapport de gestion du Conseil d'Administration
2. Présentation et acceptation du rapport du Commissaire aux comptes
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013
4. Affectation du résultat
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014080343/795/17.

Beckmann & Jörgensen Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 43.101.

Due to a lack of quorum for the Annual General Meeting of Shareholders of the Company which was convened on June 6, 2014, the Shareholders are convened to attend a

SECOND ANNUAL GENERAL MEETING

to be extraordinarily held on July 11, at 1.30 p.m. at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. Noticing and approval of the postponement of the Statutory General Meetings approving the annual accounts of the Company as at December 31, 2012 and December 31, 2013.
2. Submission and approval of the Statutory Auditor's reports for the financial years ended December 31, 2012 and December 31, 2013.
3. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2012 and December 31, 2013.
4. Discharge to the Directors and the Statutory Auditor.
5. Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.
6. Statutory Appointments and first election of the Chairman of the Board of Directors.
7. Ratification of the Directors' fees for 2013 and 2014 and setting of the Directors' fees for 2015.
8. Miscellaneous.

Notice is given to the Shareholders that this second Meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented according to Article 67 of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014080329/25.

Teslux Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 90.579.

Nous avons le regret, par la présente, de vous remettre notre démission en tant que commissaire de votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 7 avril 2014.

REVICONULT S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014050874/12.

(140057400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Investment Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 87.158.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu lundi 07 juil. 2014 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2013.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014080347/1267/17.

Fondec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 55.564.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 30 juin 2014 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014080345/795/15.

Japan Dynamic Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 21.694.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders which will be held at the registered office of the Company, 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, on 27th June 2014 at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor for the financial year ending 31st March 2014.
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations and Changes in Net Assets for the financial year ending 31st March 2014 in the form submitted by the Board of Directors.
3. Allocation of the net results of the financial year ending 31st March 2014 - proposal to carry forward the net results of the financial year ending 31st March 2014.
4. Discharge to the Directors - Mr. Albert ABEHSERA, Mr. Jean BODONI, Mr. Germain GIRAUD, Mr. Michel HARDY, Mr. Keisuke MURATSU and Mr. John PAULY - for the financial year ending 31st March 2014.
5. Renewal of the mandates of the current Directors - Mr. Albert ABEHSERA, Mr. Jean BODONI, Mr. Germain GIRAUD, Mr. Michel HARDY, Mr. Keisuke MURATSU and Mr. John PAULY - and of the Independent Auditor - KPMG Luxembourg - for a period of one year.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting with no restrictions.

In order to attend the Meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting at Banque Internationale à Luxembourg S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

The shareholders are informed that they may obtain copies of the latest report at the registered office of the Company. They also may request that the report is sent to them free of charge.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2014080348/755/30.

**Laubach Ferrailles S.A., Société Anonyme,
(anc. Dereco S.A.).**

Siège social: L-9283 Diekirch, 5, Promenade de la Sûre.
R.C.S. Luxembourg B 91.770.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra mercredi, le 9 juillet 2014 à 16 heures au siège social, 5, promenade de la Sûre à L-9283 Diekirch, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels 2011 et 2012 et affectation des résultats
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014080349/3560/17.

Articis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 80.673.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement à l'adresse du siège social, le 20 juin 2014 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014075988/534/15.

Aqua-Rend, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 26.567.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 2 juillet 2014 à 12.00 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.03.2014
4. Décharge à donner aux Administrateurs

5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée et les décisions seront prises à la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014080341/755/24.

Nyq Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 183.480.

—

Veillez noter que suite à la publication des lettres de démission des administrateurs, Madame Sarah BRAVETTI, 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, et Monsieur François MEUNIER, 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg - démissionnaires en date du 28 mai 2014 - le nombre d'administrateur est passé de trois (3) à un (1), conformément à l'article 4 des statuts.

Luxembourg, le 04 juin 2014.

Pour: NYQ VENTURES S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Sarah Bravetti / Susana Concalves Martins

Référence de publication: 2014079397/17.

(140092974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

Lux-Index US., Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 75.343.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Sainte Zithe, le mercredi 2 juillet 2014 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 31 mars 2014.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 31 mars 2014; affectation des résultats.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises.
6. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

Pour le Luxembourg:

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

BANQUE RAIFFEISEN S.C.

FORTUNA BANQUE S.C.

Pour l'Allemagne:

Deutsche Bank AG, Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014080350/755/33.

Marco Belusa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 18.397.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 1^{er} juillet 2014 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 2014
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014080351/795/15.

Tigoni Holding S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 32.924.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 2 juillet 2014 à 16.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2013.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014080353/1267/16.

Garlaban S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 99.955.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held exceptionally on June 20, 2014 at 2.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at June 30, 2013
3. Ratification of the co-option of a Director
4. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014075994/795/16.

Pétrusse Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 54.256.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le *20 juin 2014* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014075998/795/16.

FIP (Europe), Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 159.177.

Suite au Procès-Verbal de Carence établi, le Conseil d'Administration convoque par la présente les Actionnaires de la société FIP (EUROPE) SA à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *27 juin 2014* à 14 heures au siège de la société pour délibérer sur l'Ordre du Jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et Rapport du Commissaire;
2. Présentation et Approbation du Bilan, du Compte de Profits et Pertes et de l'annexe arrêtés au 31-12-2013;
3. Affectation du résultat de l'exercice;
4. Décharge à donner aux Administrateurs et Commissaire;
5. Nominations - Démissions d'Administrateurs;
6. Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014080344/553/18.

Freo Germany II Partners (SCA) SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 123.906.

The Partners are invited in their capacity as partners of the Partnership to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the partners of the Partnership, to be held at 8, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, on *25 June 2014* at 02:30 p.m., with the following agenda:

Agenda:

1. extension of the duration of the Partnership by a period of six (6) months to end on 28 December 2014 instead of 29 June 2014;
2. reduction of the Management Fee to the lower of (i) 0.4% of aggregate Capital Contributions (as such term is defined in the articles of association of the Partnership) per quarter in advance and (ii) EUR 250,000 per quarter in advance during the six (6) months extension period of the duration of the Partnership ending 28 December 2014; and
3. powers and representations.

In case you cannot be present, but wish to be represented at such meeting, you may fill in, execute and return the power of attorney attached to this convening notice to the address of the Partnership written above or return it to the attention of Ms Maren Stadler-Tjan of Arendt & Medernach by telefax to number +352 407 804 905 and in copy by email to t.schuh@freogroup.com, e.leberre@freogroup.com and c.remmert@freogroup.com no later than June 20th, 2014.

For and on behalf of: FREQO GERMANY II PARTNERS (S.C.A.) SICAR

By: FREQO Investment Management S.à r.l.

Title: General Partner

Mr. Sebastian Klatt

Title: Category A Manager

Référence de publication: 2014080356/28.

Green Bear S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 114.689.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19 juin 2014 à 15.00 heures au nouveau siège social de la société sis au 2, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2013;
2. Affectation de la perte de l'exercice d'un montant de EUR 326.539,35 au 31 décembre 2013;
3. Décharge aux administrateurs pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au 31 décembre 2013;
4. Décharge au réviseur d'entreprises agréé pour l'accomplissement de ses travaux relatifs à l'exercice comptable s'achevant au 31 décembre 2013;
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la Société, conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée;
6. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises agréé pour l'exercice comptable s'achevant au 31 décembre 2014 conformément à l'article 11 alinéa 2 des statuts de la Société.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, qu'il soit actionnaire ou non, une action donnant droit à une voix, pour autant que la qualité d'actionnaire soit justifiée.

Les représentations ou votes par procuration ne pourront être pris en compte que si les pouvoirs sont parvenus au siège social de la société au plus tard la veille de la date de l'assemblée générale ordinaire, accompagnés des justificatifs originaux de la qualité d'actionnaire (titre au porteur, certificat d'inscription nominative).

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014075239/1429/26.

Milton Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 29.103.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 20 juin 2014 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014076002/506/16.

**Malux SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Malux International S.A. - SPF).**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 186.123.

L'AN DEUX MILLE QUATORZE, LE NEUF AVRIL.

Par-devant Nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. «C.C.M. (LUXEMBOURG) S.A.», avec siège social à, L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid, inscrite au R.C.S. Luxembourg section B n° 46.996, ici représentée par Madame Sylvie THEISEN, administrateur délégué, demeurant professionnellement à L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid, agissant sur base d'un mandat général.

2. Madame Sylvie Theisen, demeurant professionnellement à L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid, agissants en tant que seuls et uniques actionnaires représentant l'intégralité du capital social de la société de gestion de patrimoine familial organisée sous forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois dénommée «MALUX INTERNATIONAL S.A. - SPF», ayant son siège social à L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 24 mars 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Les actionnaires exposent et prient le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Changement de la dénomination de la société de «MALUX INTERNATIONAL S.A. - SPF» en «MALUX SPF».
2. Modification subséquente du premier article, alinéa deux des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. alinéa deux.** La société prend la dénomination de «MALUX SPF».».

Après délibération, les actionnaires prennent à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les actionnaires décident de changer la dénomination de «MALUX INTERNATIONAL S.A. - SPF» en «MALUX SPF».

Deuxième résolution

A la suite du changement de la dénomination de la Société, les actionnaires décident de modifier l'alinéa deux du premier article, de la société, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. alinéa deux.** La société prend la dénomination de «MALUX SPF».»-

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. THEISEN, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 11 avril 2014. Relation: RED/2014/869. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. ELS.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 14 avril 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014053955/42.

(140061469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

IGLS Invest S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 65.743.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le **19 juin 2014** à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2013
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014076652/788/16.

Cronos Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 91.889.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 20 juin 2014 à 11.00 heures au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.03.2014
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014075993/755/26.

Kutchin Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 179.320.

Extrait de la résolution prise par l'associée unique en date du 9.4.2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, avec effet au 1^{er} mars 2014.

Veillez noter que l'adresse professionnelle des gérants B, Messieurs Jérôme DEVILLET, Douwe TERPSTRA et Pierre CLAUDEL, se trouve désormais à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 10.4.2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Kutchin Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014054688/16.

(140062659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2014.

Timberland, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 161.772.

Die Aktionäre der Timberland, SICAV werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

am Donnerstag, den 19.06.2014, um 14.00 Uhr am Gesellschaftssitz 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingeladen.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates
2. Bericht des Abschlussprüfers
3. Genehmigung des Jahresabschlusses für das am 31. Dezember 2013 abgelaufene Geschäftsjahr

4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
5. Wiederwahl des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens 16. Juni 2014 die Depotbestätigung eines Kreditinstituts bei der Gesellschaft einreichen aus der hervorgeht, dass die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Es besteht kein Quorum für die Generalversammlung. Die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014073471/25.

Koconsult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4176 Esch-sur-Alzette, rue Jos Kieffer.

R.C.S. Luxembourg B 45.089.

Il résulte du transfert de parts sociales en date du 12 mars 2014 que:

KOFIPARTS SA, avec siège social au 18 rue Jos Kieffer à L-4176 Esch-sur-Alzette enregistré au registre sous le numéro B74359 et Monsieur Louis KOENER domicilié au 201 rue des Romains à L-8041 Bertrange ont transféré cent parts sociales (100) à KOVESTIS CAPITAL SA, avec siège social au 18 rue Jos Kieffer à L-4176 Esch-sur-Alzette enregistré au registre sous le numéro B185451.

Esch-sur-Alzette, le 14 avril 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014055434/16.

(140063398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

MBERP II (Luxembourg) 15 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 185.798.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession des parts sociales du 15 avril 2014 que Meyer Bergman European Retail Partners II Holdings S.à r.l. a cédé l'intégralité des parts sociales qu'elle détenait dans la Société à MBERP II (Luxembourg) 6 S.à r.l., société de droit luxembourgeois dont le siège social se trouve au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, inscrite auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180110,

de telle sorte que les parts sociales de la Société sont détenues comme suit:

- MBERP II (Luxembourg) 6 S.à r.l. - 12.500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 avril 2014.

Pour la Société

Un Mandataire

Référence de publication: 2014055496/19.

(140063312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Alpha Personnel System S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 17, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 83.681.

Extrait

Rectificatif suite au conseil d'administration du 15 janvier 2013

La décision du Conseil d'Administration du 15 janvier 2013 enregistrée à Luxembourg le 1^{er} février 2013.

Référence: L130019924 qui a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 01/02/2013 sera remplacé par une nouvelle version corrigée:

- Il convient d'écrire Monsieur LENOIRE Stéphane.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2014054355/15.

(140063123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2014.

UBS (Lux) Equity Fund, Fonds Commun de Placement.

UBS Fund Management (Luxembourg) S.A., die Verwaltungsgesellschaft von UBS (Lux) Equity Fund (nachfolgend der „Fonds“) möchte Sie davon in Kenntnis setzen, dass sie gemäss den Bestimmungen der Vertragsbedingungen und des Verkaufsprospekts des Fonds die Auflösung des Subfonds UBS (Lux) Equity Fund - Euro Countries Optimizer (EUR) (nachfolgend der „Subfonds“) mit Wirkung zum 11. Juni 2014 (das „Datum des Inkrafttretens“) beschlossen hat. Die Auflösung wird erforderlich, da für den vorgenannten Subfonds der Wert des Nettovermögens auf einen Wert fällt, angesichts dessen eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung nicht länger gewährleistet werden kann.

Seit dem 26. Mai 2014 nach cut-off Zeit werden für Anteile des Subfonds keine Neuzeichnungen bzw. seit dem 10. Juni 2014 nach cut-off Zeit werden für Anteile des Subfonds keine Rücknahmen oder Umtauschvorgänge in Anteile des Subfonds mehr angenommen.

Anteilinhaber, die am Datum des Inkrafttretens Anteile des Subfonds halten, erhalten den ihnen zustehenden Anteil am Liquidationserlös nach Abschluss der Auflösung des Subfonds gemäss den luxemburgischen Gesetzen und Bestimmungen. Etwaige Restbeträge aus dem Liquidationserlös, die von den Anteilhabern bei Abschluss der Liquidation nicht eingefordert wurden, werden bei der öffentlichen Hinterlegungsstelle („Caisse de Consignation“) zu Gunsten der Berechtigten hinterlegt.

Wir möchten Sie darauf hinweisen, dass Ihre Beteiligung an Investmentfonds der Besteuerung unterliegen kann. Bitte wenden Sie sich an Ihren Steuerberater, sofern Sie aufgrund dieser Auflösung steuerliche Fragen haben.

Luxemburg, den 11. Juni 2014.

UBS Fund Management (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014080354/755/21.

CBR Holding (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Capital social: CHF 2.000.000,00.

Siège social: L-3372 Leudelange, 21, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 186.334.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh of March.

In front of Maître Francis Kessler, public notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of “CTBR Holding Limited”, a private company limited by shares incorporated under the laws of Guernsey having its registered office at Suite 4, Hirzel Court, St Peter Port, Guernsey, GY1 2NH, registered at the Guernsey Registry (the “Registry”) with registration number 49761 (the “Company”).

The meeting is presided by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette.

The chairman appoints as secretary Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, residing professionally in Esch/Alzette and the meeting elects as scrutineer Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, residing professionally in Esch/Alzette.

The chairman requests the notary to act that:

I. The sole shareholder of the Company is La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Switzerland, having its registered office at 29, route du Pré-Bois, CH - 1215 Genève, Switzerland, registered with the Geneva Commercial Register under number CH-660-0628989-2 (the “Sole Shareholder”), duly represented by Mrs. Sofia DA CHAO CONDE, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned, by virtue of a proxy given on 26 March 2014 under private seal. The said proxy, signed “ne varietur” by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to be registered with this deed.

II. Consequently, all the 2,000,000 (two million) shares of CHF 1 (one Swiss Franc) each, representing the whole subscribed share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Shareholder expressly states that it has been duly informed beforehand.

III. The chairman confirmed that the meeting was quorate and duly constituted in accordance with Guernsey law as the Sole Shareholder was present, and the meeting could therefore proceed to business.

IV.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;
2. Acknowledgement and confirmation of the transfer of the effective place of management and the registered office of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg;
3. Approval of the Luxembourg legal form of the Company as a “société anonyme” for the purpose of the continuation of the legal personality of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg and the adoption of the Luxembourg nationality by the Company;
4. Adoption of the new articles of association of the Company for the purposes of making them compliant with the law of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to a public limited company (“société anonyme”);
5. Confirmation of the description and consistency of the assets and liabilities and of the paid up issued share capital of the Company as evidenced by an independent auditors report given by PwC Luxembourg;
6. Approval of (i) the continuation of the mandates of Mr. John Martyn Falla, Mr. Geoffroy Linard de Guertechin and Ms. Sabine Rabald as directors of the Company, and (ii) the appointment of Mr. Bernard Herman as a new director of the Company; and
7. Miscellaneous.

V.- The following documents were submitted to the meeting:

- a certified copy of the current memorandum and articles of association of the Company;
- a certified copy of the Certificate of Incorporation of the Company;
- copies of the minutes of the meetings of the board of directors of the Company dated 25 February 2014 and 28 February 2014;
- a copy of the written resolutions of the Sole Shareholder dated 28 February 2014;
- a copy of the Auditor’s Report prepared by PwC Luxembourg dated 27 March 2014 (the “Auditors Report”);
- a legal opinion issued on 26 March 2014 by Ogier, a Guernsey law firm, stating amongst other things that the law of Guernsey does not prohibit the transfer by the Company of its effective place of management and registered office of the Company from Guernsey to the Grand Duchy of Luxembourg; and
- a certified copy of the share register of the Company.

The Auditors Report shall remain annexed to the present deed.

After the foregoing was acknowledged by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; and the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution

It is resolved to acknowledge and confirm the transfer of the effective place of management and the registered office of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg to 21, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange, Grand Duchy of Luxembourg as resolved by the Sole Shareholder on 28 February 2014, and therefore to reiterate and ratify, in so far as is necessary, (a) all actions and decisions taken by the directors in Guernsey and all resolutions taken by meetings of the board of directors held on 25 February 2014 and 28 February 2014, resolving in particular to transfer the effective place of management and the registered office of the Company from Guernsey to the Grand Duchy of Luxembourg (the “Migration”), as well as (b) the written resolutions of the Sole Shareholder taken on 28 February 2014 resolving to approve the abovementioned resolutions of the directors of the Company.

The conditions and formalities to be complied with under each of Luxembourg and Guernsey laws in order to proceed with the Migration were then described to the Sole Shareholder and the latter unanimously resolved that the Migration be subject to the condition precedent that the Company be issued a certificate of deregistration or other similar and equivalent document by the Registry pursuant to section 94 (2) of the Companies (Guernsey) Law 2008 (the “Condition Precedent”).

It is resolved that the Migration would be effective only on and from the date of fulfilment of the Condition Precedent, being considered as the date of continuation of the Company in Luxembourg (the “Continuation Date”) without retro-active effect as at the date of the present deed. It is further highlighted that upon Migration of the Company to Luxembourg on the Continuation Date, and its subsequent deregistration from the Guernsey Companies Register, the Company (i) would no longer be considered as a Guernsey Company, and (ii) would thereafter no longer be governed by Guernsey laws.

For the avoidance of doubt, such a change in the place of the registered office and effective place of management of the Company shall only be effective as at the Continuation Date.

Third resolution

The Sole Shareholder confirms that (i) the Migration will be achieved without interruption of the legal personality of the Company both from a Guernsey and Luxembourg legal standpoint, the Company shall continue in Luxembourg under the form of a Luxembourg public limited company (“société anonyme”), (ii) the Migration and the Conversion will be effective as and from the Continuation Date, (iii) the Company will thereafter be registered in the Luxembourg Trade and Companies Register with effect as of the Continuation Date and subject to the Condition Precedent being fulfilled, and (iv) that the share capital of the Company, currently denominated in CHF (Swiss Francs) shall, subject to the Condition Precedent being fulfilled, be converted on the Continuation Date to its EUR (Euro) equivalent based on a CHF/EUR exchange rate as of 31 March 2014, through an extraordinary meeting of the Sole Shareholder to be held before the undersigned notary on the Continuation Date.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves, as a special resolution of the Sole Shareholder pursuant to Guernsey law as far as necessary, that the memorandum and articles of association of the Company be replaced in their entirety, as and from the Continuation Date and subject to the Condition Precedent being fulfilled, in accordance with the above resolutions in order to comply with those of a Luxembourg “société anonyme” under the name of “CBR Holding (Luxembourg) S.A.” as set out below:

Name - Purpose - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a “société anonyme”, public company limited by shares (the “Company”) governed by the Articles and by the current Luxembourg laws (the “Law”), in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 2. The Company’s name is “CBR Holding (Luxembourg) S.A.”.

Art. 3. The Company’s purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises and to acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than the Company any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the town of Leudelange, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of Leudelange by decision of the board of directors.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

The Company may have offices and branches (whether or not within a permanent establishment), both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of directors should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of directors of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or the sole shareholder.

Capital - Shares

Art. 7. The Company's issued share capital is set at CHF 2,000,000 2,000,000 (two million Swiss Francs), represented by 2,000,000 (two million) shares, all in registered form with a nominal value of CHF 1 (one Swiss Franc) each, subscribed and fully paid up.

The amount of the issued share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

Art. 8. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Art. 9. The shares are freely transferable.

The shares shall be in registered form only. A register of shareholders shall be kept by the Company and shall contain, at least, the precise identification of each shareholder, the number of his shares and, if applicable, their transfer and the date of transfer.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 10. The Company shall have power to redeem its own shares under the conditions stated in the Law.

Management - Supervision

Art. 11. The Company will be managed by a board of directors composed of at least three directors. However, when all the shares of the Company are held by a sole shareholder, the board of directors may be formed with a single director under the conditions stated in the Law. The director(s) need not be shareholders of the Company.

When a legal person is appointed as a member of the board of directors, such legal person shall inform the Company of the name of the individual that it has appointed to serve as its permanent representative in the exercise of its mandate of director of the Company.

The director(s) shall be appointed, and his/her/their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the director(s) can be modified by a resolution taken at the same majority conditions. The director(s) are eligible for re-appointment.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any director.

In case of vacancy in the office of director by reason of death or resignation of a director or otherwise, the remaining directors may, by way of co-option, elect another director to fill such vacancy until the next shareholders meeting in accordance with the Law.

The term of the office of the director(s) which shall not exceed six years, is fixed by the general meeting of the shareholders or by the decision of the sole shareholder.

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's purpose. All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of directors.

In dealing with third parties, the board of directors will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose and provided the terms of these Articles shall have been complied with.

The day-to-day management of the business of the Company and the power to represent the Company with respect thereto may be delegated to one or more directors, officers, managers, and/or agents, who need not be shareholders of the Company. The delegation in favour of a member of the board of directors is subject to the prior authorization of the general meeting of shareholders.

The Company will be bound by the joint signatures of any two directors. With respect to matters which relate to the daily management of the business of the Company, the Company will also be bound by the signature of the person to whom the daily management of the business of the Company has been delegated (as the case may be).

The board of directors may from time to time sub-delegate its/his/her powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or director(s) of the Company.

The board of directors will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/her/their agency.

Art. 12. The board of directors shall appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall not have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the board of directors. In case of absence of the chairman, the board of directors shall be chaired by a director present and appointed for that purpose. The board of directors may also appoint a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors or for other matters as may be specified by the board of directors.

The board of directors shall meet when convened by one director.

Notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each director by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram or telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each director.

The meeting will be duly held without prior notice if all the directors are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of directors by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another director as his proxy.

A director may represent more than one director.

Any meeting of the board of directors shall take place in the Grand Duchy of Luxembourg and shall require the presence of at least two directors, either present in person or by representative, which shall form a quorum.

According to article 64bis (3) of the Law, the directors may participate in a meeting of the board of directors by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing for their identification.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the directors.

Decisions of the board of directors are taken by the majority of directors participating to the meeting or duly represented thereto.

The deliberations of the board of directors shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or, if applicable, by his substitute, or by two directors present at the meeting. The proxies will remain attached to the board minutes. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two directors.

In case of emergency, a resolution in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as a resolution passed at a meeting of the board of directors.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

When the board of directors is composed of a single director, resolutions are taken by the single director at such time and place determined upon its sole discretion and shall be recorded in a written document signed by it.

Art. 13. Any director does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company he is only responsible for the execution of his mandate.

General meetings of shareholder(s)

Art. 14. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken by a general meeting of the shareholders. One general meeting shall be held annually at the registered office of the Company on the second Tuesday of June at two o'clock p.m. If such a day is a public holiday, the general meeting shall be held the following business day at the same time. Other general meetings of shareholders shall be held in the place, on the day and at the time specified in the notice of the meeting.

Art. 15. General meetings of shareholders or the sole shareholder are convened by the board of directors, failing which by shareholders representing one tenth or more of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent by registered letters to each shareholder at least 8 (eight) clear calendar days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent by registered letter at least 15 (fifteen) clear calendar days prior to the date of the meeting.

All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder.

The directors may attend and speak in general meetings of shareholders.

General meetings of shareholders deliberate at the quorum and majority vote determined by the Law.

Minutes shall be signed by the bureau of the meeting and by the shareholders who request to do so.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Financial year - Balance sheet

Art. 16. The Company's financial year begins on 1 January and closes on 31 December.

Art. 17. Each year, with effect as of 31 December, the board of directors will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the director(s) and statutory auditor(s) towards the Company, if any.

At the same time the board of directors will prepare a profit and loss account which will be transmitted, at least one month before the date of the annual general meeting of shareholders together with a report on the operations of the Company, to the statutory auditors that shall draft a report.

Art. 18. 15 (fifteen) days before the annual general meeting of shareholders, each shareholder may inspect at the head office the balance sheet, the profit and loss account, the report of the statutory auditors and any document in accordance with Article 73 of the Law.

Supervision of the Company

Art. 19. The supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), who may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall be appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder, which may remove them at any time.

The term of the office of the statutory auditor(s) and his/her/their remuneration, if any, are fixed by the general meeting of the shareholders or by the sole shareholder. At the end of this period, the statutory auditor(s) may be renewed in his/her/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or by the sole shareholder.

Where the thresholds of Article 35 of the law of 19 December 2002 (as amended) on the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditor (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder amongst the members of the "Institut des réviseurs d'entreprises".

Dividend - Reserves

Art. 20. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth.

The general meeting of shareholders, at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder, may decide that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Interim dividend

Art. 21. The board of directors may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, in accordance with the Law.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. The general meeting of shareholders under the conditions required for amendment of the Articles or the sole shareholder as the case may be may resolve upon the dissolution and liquidation of the Company as well as the terms thereof.

Art. 23. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 24. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Sixth resolution

The Sole Shareholder records that the description and consistency of the assets and liabilities and the paid up share capital of the Company result from the Auditor's Report which has been delivered to the notary on the date hereof. To the extent necessary, the Sole Shareholder confirms that the Company, without limitation or exception, continues to own all of its assets and will honour all of its liabilities and commitments notwithstanding the Migration to the Grand Duchy of Luxembourg.

The Sole Shareholder confirms that, as per the Auditors Report, the issued and fully paid up share capital of the Company is set up at CHF 2,000,000 (two million Swiss Francs), divided into 2,000,000 (two million) shares with a nominal value of CHF 1 (one Swiss Franc) each.

The Sole Shareholder, La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., prenamed, declares that it owns all 2,000,000 (two million) issued ordinary shares of the Company.

Seventh resolution

The Sole Shareholder noted that further to their confirmation letters dated 26 March 2014, Mr. John Martyn Falla of Suite 4, Hirzel Court, St Peter Port, Guernsey, GY1 2NH, Mr. Geoffroy Linard de Guertechin of 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and Ms. Sabine Rabald of 29, Route de Pré-Bois, CH-1215 Genève, Switzerland, currently acting as directors of the Company, have confirmed that they shall continue their mandate acting as directors of the Company for an unlimited duration, to be effective on and from the Continuation Date and subject to the Condition Precedent being fulfilled (the "Confirmations").

The Sole Shareholder resolved to approve the Confirmations with effect as and from the Continuation Date and subject to the Condition Precedent being fulfilled.

Finally, the Sole Shareholder resolves to appoint Mr. Bernard Herman, with professional address at 26, rue Glesener, L-1630 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, as a new director of the Company for an unlimited duration, to be effective as and from the Continuation Date and subject to the Condition Precedent being fulfilled.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed, or which shall be charged to it in connection with the present deed are estimated at seven thousand euro (EUR 7,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Suit la traduction française:

L'an deux mille quatorze, le vingt-septième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de «CTBR Holding Limited», une société anonyme constituée sous le droit de Guernesey, ayant son siège social situé à Suite 4, Hirzel Court, St Peter Port, Guernsey, GY1 2NH, enregistrée au Registre de Guernesey («le Registre»), sous le numéro d'enregistrement 49761 (la «Société»).

L'assemblée est présidée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

Le président désigne comme secrétaire Madame Claudia ROUCKERT, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette et l'assemblée désigne comme scrutateur Madame Claudia ROUCKERT, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- L'actionnaire unique de La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., une société anonyme constituée selon le droit Suisse, ayant son siège social au 29, route du Pré-Bois, CH-1215 Genève, Suisse, enregistrée au registre du commerce de Genève sous le numéro CH-660-0628989-2 (l'«Actionnaire Unique») dûment représentée par Madame Sofia DA CHAO CONDE, notaire publique, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privée le 26 mars 2014. La procuration signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant resteront ci-annexée pour être enregistrée avec l'acte.

II.- Par conséquent, les 2.000.000 (deux millions de Francs suisses) d'actions de 1 CHF (une Franc suisse) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points portés à l'ordre du jour et l'Actionnaire Unique de la Société déclare expressément avoir été valablement et préalablement informé de ces points.

III.- Le président confirme que l'Actionnaire Unique étant présent, le quorum de l'assemblée est réuni conformément à la loi de Guernesey. La réunion peut donc avoir lieu.

IV.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Reconnaissance et confirmation du transfert du siège effectif de direction et de contrôle ainsi que du siège social de la Société au Grand-Duché de Luxembourg (le «Transfert»);
3. Approbation de la forme juridique Luxembourgeoise de la Société de «société anonyme» dans le but de la continuation de la personnalité juridique de la Société au Grand-Duché de Luxembourg et de l'adoption de la nationalité luxembourgeoise par la Société;
4. Adoption des nouveaux statuts de la Société dans le but de les mettre en conformité avec la loi du Grand-Duché de Luxembourg applicable à une société anonyme (la «société anonyme»);
5. Confirmation de la description et de la consistance de tous les éléments d'actif et de passif de la Société et du capital social souscrit et libéré de la Société comme l'atteste un rapport d'audit indépendant transmis par PwC Luxembourg;
6. Approbation de (i) la poursuite du mandat de M. John Martyn Falla, M. Geoffroy Linard de Guertechin et de Mme Sabine Rabald en tant qu'administrateurs de la Société, et (ii) de la nomination de M. Bernard Herman comme nouvel administrateur de la Société, devant être effectifs au moment de Transfert; et
7. Divers.

V.- Les documents suivants ont été fournis à l'assemblée:

- une copie certifiée des statuts (les «Statuts») de la Société en vigueur précédemment à cette assemblée;
- une copie certifiée d'un certificat de constitution de la Société;
- une copie du procès-verbal du conseil d'administration de la Société daté du 25 février 2014 et du 28 février 2014;
- une copie du procès-verbal des résolutions de l'Actionnaire Unique daté du 28 février 2014;
- une copie du rapport des commissaires aux comptes préparé par PwC Luxembourg daté du 27 mars 2014 (le «Rapport d'audit»);
- un avis juridique émis le 26 mars 2014 par le cabinet d'avocats Ogier, cabinet d'avocats de Guernesey, affirmant que la Société peut valablement transférer son siège social et son siège effectif de direction et de contrôle de Guernesey vers le Luxembourg selon le droit de Guernesey; et
- une copie certifiée du registre des actionnaires de la Société.

Le Rapport d'audit restera annexé au présent acte.

Ces faits exposés ayant été approuvés par l'Actionnaire Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé que l'Actionnaire Unique renonce à son droit de convocation préalable à la présente assemblée; l'Actionnaire Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que l'ensemble de la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Actionnaire Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution

Il est décidé de reconnaître et de confirmer le transfert du siège effectif de direction et de contrôle, et le siège social de la Société au Grand-Duché de Luxembourg au 21, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange, tel que décidé par l'Actionnaire Unique le 28 février 2014 et, par conséquent, de réitérer et ratifier, autant que nécessaire, (a) toutes les décisions prises par les administrateurs à Guernesey et toutes les résolutions prises suite aux réunions du conseil d'administration tenues le 25 février 2014 et le 28 février 2014, en particulier celle relative au transfert du lieu du siège effectif de direction et de contrôle et du lieu du siège social de la Société de Guernesey au Grand-Duché de Luxembourg (la «Migration»), ainsi que (b) les résolutions écrites de l'Actionnaire Unique prises le 28 février 2014 décidant d'approuver les résolutions des administrateurs de la Société.

Les conditions et les formalités à accomplir au regard des lois tant du Luxembourg que de Guernesey, en vue d'opérer la Migration, ont été par la suite décrites aux actionnaires et ces derniers ont décidé à l'unanimité que la Migration sera réalisée sous la condition suspensive que la Société se voit délivrer un certificat de radiation par le Registre conformément à la section 94 (2) de la «Companies (Guernsey) Law 2008» (la «Condition Suspensive»).

Il a été décidé que la Migration ne sera effective qu'à partir de la date de réalisation de la Condition Suspensive, étant précisé que la date de continuité de la Société au Luxembourg (la «Date de Continuité») sera sans effet rétroactif à la date du présent acte. Il a été en outre souligné qu'au moment de la continuité de la Société au Luxembourg à la Date de Continuité, et sa radiation subséquente du Registre de Guernesey, la Société (i) ne sera plus considérée comme une Société constituée sous le droit de Guernesey et (ii) cessera d'être soumise aux lois aux lois de Guernesey.

Afin d'éviter tout doute, les changements de siège social et de siège effectif de direction et de contrôle de la Société ne seront effectifs qu'à la Date de Continuité.

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique confirme que (i) la Migration sera accomplie sans interruption de la personnalité juridique de la Société qui d'après les lois de Guernesey et du Luxembourg continue sous la forme d'une société anonyme, (ii) la Migration et la Conversion seront effectives à partir de la Date de Continuité, (iii) la Société sera par la suite enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg avec effet à partir de la Date de Continuité soumise à la réalisation de la Condition Suspensive et (iv) le capital social de la Société, actuellement exprimé en CHF (Francs suisses), devra être converti à la Date de Continuité, en son équivalent en EUR (Euro) basé sur un taux de change CHF / EUR applicable à compter du 31 Mars 2014, lors d'une assemblée extraordinaire de l'Actionnaire Unique qui se tiendra devant le notaire soussigné à la Date de Continuité soumise à la réalisation de la Condition Suspensive.

Quatrième résolution

L'Actionnaire Unique a décidé, comme résolution spéciale, que dans la mesure du nécessaire et conformément à la loi de Guernesey, les statuts de la Société sont remplacés en totalité, à compter de la Date de Continuité soumise à la réalisation de la Condition Suspensive, en conformité avec les résolutions ci-dessus afin de se conformer à celles d'une «société anonyme» luxembourgeoise sous le nom «CBR Holding (Luxembourg) S.A.» comme indiqué ci-dessous:

«Dénomination - Objet - Siège social - Durée

Art. 1^{er}. Il est ici constitué une société anonyme (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), notamment par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée notamment par la loi du 18 septembre 1933 et du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée.

Art. 2. La dénomination de la société sera «CBR Holding (Luxembourg) S.A.».

Art. 3. L'objet de la Société est de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la Société le jugera utile, et de manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder, en tout ou en partie, pour le prix que la Société jugera adapté et en particulier contre les actions ou titres de toute société les acquérant; de conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres et d'octroyer à toute société holding, filiale ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou toute société appartenant au même groupe de sociétés, tout concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège statutaire est établi dans la ville de Leudelange, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège statutaire pourra être transféré dans la commune de la ville de Leudelange par décision du conseil d'administration.

Le siège statutaire de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille mesure provisoire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le conseil d'administration.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des actionnaires ne pourront, pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées ou de l'actionnaire unique (selon le cas).

Capital social - Actions

Art. 7. Le capital social est fixé à 2.000.000 CHF (deux millions de Francs suisses) représenté par 2.000.000 (deux millions) d'actions sociales d'une valeur nominale d'1 CHF (un Franc suisse) chacune.

Le montant du capital de la Société peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas) prise dans les formes requises pour la modification des Statuts.

Art. 8. Chaque action confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions et chaque actionnaire a un nombre de droit de vote proportionnel aux nombres d'actions qu'il détient.

Art. 9. Les actions sont librement cessibles.

Un registre des actionnaires sera tenu par la Société et mentionnera, au moins, l'identification précise de chaque actionnaire, le nombre d'actions qu'il détient et, le cas échéant, leur transfert et la date de ce transfert.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Art. 10. La Société est autorisée à racheter ses propres actions en vertu des conditions requises par la Loi.

Administration

Art. 11. La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois administrateurs. Toutefois, lorsque toutes les actions sont détenues par un actionnaire unique, le conseil d'administration peut être composé d'un seul administrateur dans les conditions prévues par la Loi. L'/Les administrateur(s) ne doit/doivent pas être obligatoirement actionnaire(s) de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée en tant que membre du conseil d'administration, elle devra informer la Société du nom de la personne physique qu'elle a nommé pour agir en tant que son représentant permanent dans l'exercice de son mandat d'administrateur de la Société.

L'/Les administrateur(s) est/sont nommé(s) et sa/leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas) prise à la majorité simple des voix. La rémunération de(s) l'administrateur(s) peut être modifiée par résolution prise dans les mêmes conditions de majorité. L'/Les administrateur(s) est/sont rééligible(s).

L'/Les administrateur(s) peut/peuvent être révoqué(s) et remplacé(s) à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas).

En cas de vacance d'un poste d'administrateur en raison du décès ou de la démission d'un administrateur ou pour toute autre raison, les autres administrateurs peuvent, par voie de cooptation, élire un nouvel administrateur pour pourvoir à cette vacance jusqu'à l'assemblée générale suivante selon les dispositions de la Loi.

La durée du mandat de(s) l'administrateur(s) qui n'excédera pas 6 années, est fixée par l'assemblée générale des actionnaires ou par décision de l'actionnaire unique.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires ou à l'actionnaire unique (selon le cas) par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil d'administration.

Vis-à-vis des tiers, le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et de réaliser et approuver tous actes et opérations en relation avec l'objet social et dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

La gestion journalière des affaires de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans ce cadre peut être déléguée à un ou plusieurs directeurs, administrateurs, qui peut / peuvent ne pas être actionnaires de la Société. La délégation en faveur d'un membre du conseil d'administration est soumise à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

La Société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs. En ce qui concerne les affaires relevant de la gestion journalière de la Société, la Société sera également engagée par la signature de la personne à laquelle la gestion journalière de la Société aura été déléguée (selon le cas).

Le conseil d'administration peut, de temps en temps, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc qui ne doivent pas être nécessairement actionnaires ou administrateurs de la Société.

Le conseil d'administration détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ces agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 12. Le conseil d'administration désignera parmi ses membres un président qui, en cas d'égalité des voix, n'aura pas voix prépondérante. Le président présidera à toutes les réunions du conseil d'administration. En cas d'absence du président, le conseil d'administration sera présidé par un administrateur présent et nommé à cet effet. Le conseil d'administration peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement administrateur, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil d'administration ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunira suite à la convocation faite par un administrateur.

Pour chaque conseil d'administration, des convocations devront être établies et envoyées à chaque administrateur au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil d'administration.

Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des affaires à traiter.

Les convocations peuvent être faites aux administrateurs oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque administrateur peut renoncer à cette convocation par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Les réunions du conseil d'administration se tiendront valablement sans convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil d'administration tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil d'administration.

Chaque administrateur peut prendre part aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou moyens électroniques un autre administrateur pour le représenter.

Un administrateur peut représenter plusieurs autres administrateurs.

Les réunions du conseil d'administration se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg et requerront la présence [de la moitié des directeurs] en personne ou représentés, laquelle sera constitutive du quorum.

Conformément à l'article 64bis (3) de la Loi, les administrateurs peuvent assister à une réunion du conseil d'administration par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant leur identification.

Une telle participation à une réunion du conseil d'administration est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Les décisions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité des voix des administrateurs participant à la réunion ou qui y sont valablement représentés.

Les délibérations du conseil d'administration sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou, si cela est applicable, par son remplaçant ou par deux directeurs présents à l'assemblée. Les procurations resteront annexées au procès-verbal. Toute copie ou extrait de ce procès-verbal sera signé par le président ou deux directeurs.

En cas d'urgence, une résolution écrite approuvée et signée par tous les administrateurs auront le même effet qu'une résolution prise lors d'une réunion du conseil d'administration.

Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire fax, câble, télégramme, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un directeur unique, les décisions sont prises par le directeur unique, aux moments et lieux qu'il déterminera, par résolutions écrites qu'il signera.

Art. 13. Un administrateur ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Assemblées générales des actionnaires

Art. 14. En cas de pluralité d'actionnaires, les décisions des actionnaires sont prises en assemblée générale des actionnaires. Une assemblée générale annuelle est tenue au siège de la Société le Deuxième mardi de juin à 14.00 heures. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale des actionnaires se tiendra le jour ouvrable suivant à la même heure. Toute autre assemblée générale des actionnaires se tient au lieu, à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 15. Les assemblées générales des actionnaires ou de l'actionnaire unique sont convoquées par le conseil d'administration ou, à défaut, par des actionnaires représentant plus du dixième du capital social de la Société.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque actionnaire au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 15 (quinze) jours par courrier recommandé avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui ne doit pas être nécessairement actionnaire.

Les administrateurs peuvent assister et prendre la parole aux assemblées générales des actionnaires.

Les assemblées générales des actionnaires délibèrent aux conditions de quorum et de majorité requises par la Loi.

Les procès-verbaux des assemblées sont signés par le bureau de l'assemblée et par les actionnaires qui en font la demande.

L'actionnaire unique exerce seul les pouvoirs dévolus par la Loi à l'assemblée des actionnaires.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 17. Chaque année, avec effet au 31 décembre, le conseil d'administration établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les engagements et les dettes des administrateurs et du/des commissaire(s) envers la Société.

Dans le même temps, le conseil d'administration préparera un compte de profits et pertes qui sera transmis au moins un mois avant l'assemblée générale annuelle des actionnaires ou de l'actionnaire unique avec un rapport sur les opérations de la Société, aux commissaires, qui feront un rapport.

Art. 18. 15 (quinze) jours avant l'assemblée générale annuelle des actionnaires, tout actionnaire peut prendre connaissance au siège social de la Société du bilan, du compte de profits et pertes, du rapport des commissaires et de tout document mentionné dans l'article 73 de la Loi.

Surveillance de la société

Art. 19. La surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui ne doit/doivent pas être nécessairement actionnaire(s). Chaque commissaire sera nommé pour une période n'excédant pas six ans par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique, qui peut les révoquer à tout moment.

La durée du mandat du/des commissaire(s) et sa/leur rémunération éventuelle sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique. A l'expiration de cette période, le mandat du/des commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonctions par une nouvelle décision de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique.

Lorsque les seuils de l'Article 35 de la loi du 19 décembre 2002 (telle que modifié) concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Dividendes - Réserves

Art. 20. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant, mais devront être repris si la réserve légale devient inférieure à ce montant.

L'assemblée générale des actionnaires, à la majorité prévue par la Loi, ou l'actionnaire unique, peut décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera distribué entre les actionnaires au titre de dividendes au prorata de leur participation dans le capital social de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Dividendes intérimaires

Art. 21. Le conseil d'administration de la Société peut décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social dans les conditions prévues dans la Loi.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. L'assemblée générale des actionnaires peut décider de la dissolution de la Société dans les conditions requises pour la modification des statuts.

Art. 23. La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux actionnaires au prorata de leur participation dans le capital social de la Société.

Loi applicable

Art. 24. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents Statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.»

Cinquième résolution

L'Actionnaire Unique note que la description et la cohérence de l'actif et du passif ainsi que du capital libéré de la Société résultent du Rapport d'audit qui a été communiqué au notaire en date des présentes. Dans la mesure du nécessaire, l'Actionnaire Unique déclare que tous les actifs et passifs de la Société, sans limitation ni exception, resteront la propriété intégrale de la Société, qui continue à détenir tout son actif, et continue à être liée par son passif et ses engagements en dépit de la Migration vers le Grand-Duché de Luxembourg.

L'Actionnaire Unique confirme que selon le Rapport d'audit, le capital social souscrit et entièrement libéré de la Société est établi à 2.000.000 CHF (deux millions de Francs suisses), divisé en 2.000.000 (deux millions) d'actions ayant une valeur nominale d'1 CHF (1 Franc suisse) chacune.

L'Actionnaire Unique, La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., susnommée, déclare qu'il détient l'intégralité des 2.000.000 (deux millions) d'actions de la Société.

Sixième résolution

L'Actionnaire Unique note que suite à leur lettre de confirmation en date du 26 Mars 2014, M. John Martyn Falla ayant son adresse professionnelle sise Suite 4, Hirzel Court, St Peter Port, Guernsey, GY1 2NH, M. Geoffroy Linard de Guertechin ayant son adresse professionnelle sise 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et Mme Sabine Rabald ayant son adresse professionnelle sise 29, Route de Pré-Bois, CH-1215 Genève, Suisse, occupant actuellement les fonctions d'administrateurs de la Société, ont confirmé qu'il poursuivront leur mandat d'administrateur de la Société pour une durée indéterminée avec prise d'effet à partir de la Date de Continuité soumise à la réalisation de la Condition Suspensive (les «Confirmations»).

L'Actionnaire Unique décide d'approuver les Confirmations avec effet à partir de la Date de Continuité soumise à la réalisation de la Condition Suspensive.

L'Actionnaire Unique décide enfin de nommer M. Bernard Herman, ayant son adresse professionnelle à 26, rue Gle-sener, L-1630 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme nouvel administrateur de la Société pour une durée indéterminée à compter de la Date de Continuité soumise à la réalisation de la Condition Suspensive.

Coûts

Les coûts, dépenses, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à environ sept mille euros (EUR 7.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que, sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire, la présente minute.

Signé: Conde, Rouckert, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 3 avril 2014. Relation: EAC/2014/4792. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014057055/665.

(140066036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2014.

Malux International S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 186.123.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre mars.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. C.C.M. (LUXEMBOURG) S.A., avec siège social à, L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid, inscrite au R.C.S. Luxembourg section B n° 46.996, ici représentée par Madame Sylvie THEISEN, administrateur délégué, demeurant professionnellement à, L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid, agissant sur base d'un mandat général.

2. Madame Sylvie Theisen, demeurant professionnellement à L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.

Lesquelles parties comparantes, ont prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société de gestion de patrimoine familial, en abrégé «SPF», sous forme d'une société anonyme qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de «MALUX INTERNATIONAL S.A. - SPF».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique de à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engageur pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs constitués d'instruments financiers (au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière) et d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Elle pourra détenir des participations dans des sociétés sans toutefois s'immiscer dans la gestion de celles-ci.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale.

Elle réservera ses actions, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

Les titres qu'elle émettra ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 33.000,00 (trente - trois mille euros) représenté par 33.000 (trente-trois mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1,00 (un euro) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 900.000,00 (neuf cent mille euros) qui sera représenté par 900.000 (neuf cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1,00 (d'un euro) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, dès la constitution et pendant une période prenant fin le 23 mars 2019, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables

en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le troisième jeudi du mois de juin à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence chaque année le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi que la loi du 11 mai 2007 sur la société de gestion de patrimoine familial («SPF») trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Le(s) premier(s) administrateur(s) et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Souscription et libération

Les statuts étant ainsi rédigés, les parties comparantes déclarent que les 33.000 (trente-trois mille) actions ont été souscrites comme suit:

C.C.M. (LUXEMBOURG) S.A., précitée: 32.999 (trente-deux mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) actions.

Madame Sylvie THEISEN, prénommée: 1 (une) action.

Les 33.000 (trente-trois mille) actions ont été intégralement libérées par paiement en espèces, de sorte que la somme de EUR 33.000,- (trente-trois mille euro) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constataion

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 1.200,-.

Résolutions de l'assemblée générale des actionnaires

Les actionnaires prénommés, représenté(s) comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à 3 (trois).

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2019:

1. Madame Sylvie Theisen, consultant, demeurant professionnellement à L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid, président et administrateur-délégué,
2. Madame Caterina Scotti, docteur en sciences statistiques, demeurant professionnellement à L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid
3. Madame Carla Dos Santos Texeira, employée, demeurant professionnellement à L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid

Deuxième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2019,

D.S. CORPORATION S.A. ayant son siège social à L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid, inscrite au R.C.S. Luxembourg Section B n° 79.334.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 2bis, rue Astrid, L-1143 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. THEISEN, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 25 mars 2014. Relation: RED/2014/652. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 14 avril 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014053954/202.

(140061469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

Apex Tactical Allocation Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 187.423.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fourteenth day of May.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Apex Asset Management AG, a public limited company incorporated under the laws of Liechtenstein, having its registered office at Austrasse 14, 9495 Triesen, Liechtenstein,

here represented by Me Julia Selyanskaya, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Triesen, on 5 May 2014.

The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a société anonyme.

Art. 1. There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of "Apex Tactical Allocation Fund" (the "Company").

Art. 2. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the “Law”), as may be amended from time to time, and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the “Board”).

If and to the extent permitted by law, the Board may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article twenty-three hereof.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by the Law and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law.

The initial capital is thirty one thousand Euro (31,000.- EUR) divided into three hundred ten (310) fully paid up shares of no par value.

The Board is authorised without limitation to issue further partly or fully paid shares at any time in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the Board and disclosed in the sales documents, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

Unless otherwise decided by the Board in accordance with and disclosed in the sales documents, the issue price shall be based on the net asset value (the “Net Asset Value”) per share as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof plus a sales charge, if any, as the sales documents may provide.

Shares may only be subscribed by well-informed investors (“investisseurs avertis”) within the meaning of the Law (the “Eligible Investors” or individually an “Eligible Investor”).

The Board may delegate to any duly authorised director of the Company (the “Director(s)”) or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

The Board may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the Directors of the Company, the other shareholders and the Company’s agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

The company may be constituted of different sub-funds within the meaning of Article 71 of the Law and the proceeds of the issue of shares of each sub-fund shall be invested pursuant to Article three hereof in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, or with such other specific features as the Board shall from time to time determine in respect of each sub-fund.

Within each such sub-fund (having a specific investment policy), different classes of shares having specific sale, redemption or distribution charges (a “sales charge system”) and specific income distribution policies or any other features may be created as the Board may from time to time determine and as disclosed in the sales documents. For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to “sub-fund” shall also mean a reference to “class of shares” unless the context otherwise requires.

The different sub-funds may be denominated in different currencies to be determined by the Board provided that for the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each sub-fund shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the sub-fund.

The general meeting of holders of shares of a sub-fund, deciding with simple majority of the votes cast, may consolidate or split the shares of such sub-fund. The general meeting of holders of shares of a sub-fund may reduce the capital of the Company by cancellation of the shares of such sub-fund and refund to the holders of shares of such sub-fund the full Net Asset Value of the shares of such sub-fund as at the date of distribution.

The general meeting of holders of shares of a sub-fund or several sub-funds may also decide to allocate the assets of such sub-fund or sub-funds to those of another existing sub-fund and to redesignate the shares of the sub-fund or sub-funds concerned as shares of another sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders or the allocation, if so resolved, of rights to fractional entitlements pursuant to Article six). Such a sub-fund meeting may also resolve to contribute the assets and liabilities attributable to such sub-fund or sub-funds to another Luxembourg undertaking for collective investment, against issue of shares of such other undertaking for collective investment to be distributed to the holders of shares of the sub-fund or sub-funds concerned. Such a sub-fund meeting may also resolve to reorganise one sub-fund by means of a division into two or more sub-fund in the Company or in another Luxembourg undertaking for collective investment.

Such decision will be published by the Company and such publication will contain information in relation to the new sub-fund or the relevant undertaking for collective investment.

Such publication will be made one month before the date on which such merger shall become effective in order to enable holders of such shares to request redemption thereof, free of charge, before the implementation of any such transaction. There shall be no quorum requirements for the sub-fund meeting deciding upon a consolidation of several sub-funds within the Company and any resolution on this subject may be taken by simple majority of the votes cast. Resolutions to be passed by any such sub-fund meeting with respect to a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any sub-fund or sub-funds to another Luxembourg undertaking for collective investment shall not be subject to any quorum requirements and any resolution on this subject may be taken by simple majority of the votes cast, except when a merger is to be implemented with a foreign based undertaking for collective investment, resolutions to be validly taken shall require the unanimous consent of the holders of all the shares of the sub-fund or sub-funds concerned then outstanding. In case of a contribution to a mutual investment fund (“fonds commun de placement”), such a contribution will only be binding on shareholders of the relevant sub-fund or sub-funds having expressly agreed to the contribution.

The Board may, subject to regulatory approval, decide to proceed with the compulsory redemption of a sub-fund, its liquidation or its contribution into another sub-fund, if the Net Asset Value of the shares of such sub-fund falls below an amount as may be determined by the Board in the light of the economic or political situation relating to the sub-fund concerned and disclosed in the sales documents, or if any economic or political situation would constitute a compelling reason for such redemption, or if required by the interests of the shareholders of the relevant sub-fund.

The decision of the compulsory redemption, liquidation or the contribution to another sub-fund will be published by the Company, and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, such redemption or contribution and, in this latter case, will contain information on the new sub-fund. Unless the Board otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders of the sub-fund concerned may continue to request redemption or conversion of their shares subject to the charges as provided for in the sales documents of the Company.

The Board may also, under the same circumstances as provided above and subject to regulatory approval, decide to close down one sub-fund by contribution into another collective investment undertaking. Such decision will be published in the same manner as described above and the publication will contain information in relation to the other collective investment undertaking. In case of contribution to another collective investment undertaking of the mutual fund type, the merger will be binding only on shareholders of the relevant sub-fund who will expressly agree to the merger.

The Board may also, under the same circumstances as provided above, and subject to regulatory approval, decide to reorganise one sub-fund, by means of a division into two or more sub-funds in the Company or in another collective investment undertaking, may be decided by the Board. Such decision will be published in the same manner as described above and the publication will contain information in relation to the two or more new sub-funds. Such publication will be made one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving division into two or more sub-funds becomes effective.

Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation will be deposited in escrow with the Caisse de Consignation in Luxembourg for the benefit of their beneficiaries.

Art. 6. The Board will issue shares in registered form only. The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders (the “Register of Shareholders”), as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he might properly have to request a change in the registration of his shares.

The Company shall decide whether share certificates shall be delivered to the shareholders and under which conditions or whether the shareholders shall receive a written confirmation of their shareholding. Share certificates, if applicable, shall be signed by two Directors and an official duly authorised by the Board for such purpose. Signatures of the Directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorised official shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription. The Board is authorised to determine the conditions of any such issue and to make any such issue, subject to payment at the time of issue of the shares. The subscriber will,

without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or, subject as aforesaid, a confirmation of his shareholding.

The Board or any duly appointed agent may decide to compulsorily redeem shares if they have not been subscribed in accordance with the sales documents or whose wired subscription amounts are insufficient to cover the relevant subscription price (including, for the avoidance of doubt, any applicable subscription charge). Such compulsory redemption will be carried out under the most favourable conditions for the Company, including amongst other the possibility for the Company to keep the difference between the redemption price and the subscription price when the latter is lower than the former or to charge the relevant investor the difference when the latter is higher than the former.

Payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, by bank transfer or by cheque mailed at their mandated addresses in the Register of Shareholders or to such other address as given to the Board in writing.

A dividend declared but not claimed on a share within a period of five years from the payment notice given thereof, cannot thereafter be claimed by the holder of such share and shall be forfeited and revert to the Company. No interest will be paid or dividends declared pending their collection.

All issued shares of the Company shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company, the name of the sub-fund and the number of shares held by him. Every transfer of a share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such customary fee as shall have been approved by the Board for registering any other document relating to or affecting the title to any share.

Shares, when fully paid, shall be free from any lien in favour of the Company.

Transfer of shares shall be effected by inscription of the transfer to be made by the Company upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such shares, to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company. Transfers of shares are conditional upon the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only. In the event that such shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The address of the shareholders as well as all other personal data of shareholders collected by the Company and/or any of its agents may be, subject to applicable local laws and regulations, collected, recorded, stored, adapted, transferred or otherwise processed and used ("processed") by the Company, its agents, Apex Asset Management AG and other of its affiliates ("Apex"), any subsidiary or affiliate thereof, which may be established outside Luxembourg and/or the European Union and the financial intermediary of shareholders. Such data may be processed for the purposes of account administration, antimoney laundering and counter-terrorist financing identification, tax identification (including, but not limited to, for the purpose of compliance with the Foreign Account Tax Compliance Act, as might be amended, completed or supplemented ("FATCA")) as well as, to the extent permissible and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations and any other local applicable laws and regulations, the development of business relationships including sales and marketing of Apex products and services.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend or other distributions.

The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Art. 8. The Company may restrict or prevent the ownership of shares by any US person (as defined hereafter) and/or any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company or its shareholders, may result in a breach of any applicable law or regulation (whether Luxembourg or foreign) or may expose the Company or its shareholders to liabilities (to include, inter alia, regulatory or tax liabilities and any other tax liabilities that might derive, inter alia, from FATCA requirements or any breach thereof) or any other disadvantages that it or they would not have otherwise incurred or been exposed to. Such persons, firms or corporate bodies (including US persons, persons not qualifying as Eligible Investor and/or persons subject to FATCA requirements or any breach thereof) are herein referred to as “Prohibited Persons”.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a Prohibited Person;

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the register of shareholders to furnish it with any representations and warranties or any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not, to what extent and under which circumstances, beneficial ownership of such shareholder’s shares rests or will rest in a Prohibited Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

c) where it appears to the Company that any Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of shares or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties in a timely manner as the Company may require, may compulsorily redeem from any such shareholder all or part of the shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the “redemption notice”) upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the register of shareholders of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate(s), if issued, representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed as to such shares from the register of shareholders.

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called “the redemption price”) shall be an amount equal to the net asset value per share of the Company, determined in accordance with Article twenty-three hereof less any fees and charges as defined in Article twenty-one hereof and disclosed in the sales document.

3) Payment of the redemption price will be made to the person appearing as the owner of such shares and will be deposited by the Company with a bank in the Grand Duchy of Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person upon surrender of the share certificate(s) representing the shares specified in such notice, if any. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate(s), if any, as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles of Incorporation, the term “US person” shall have the same meaning as set forth in the prospectus Company (the “Prospectus”). The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who is a Prohibited Person, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders and the Company’s agents for any damages, losses, expenses and liabilities (including, inter alia, tax liabilities deriving from FATCA requirements) resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the sub-fund in which they hold shares. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Thursday of the month of July of each year at 11 a.m. or, if such day is not a bank business day in Luxembourg, on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders or of holders of shares of any specific sub-fund may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to his shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date. In case of dematerialised shares (if issued) the right of a holder of such shares to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to such shares will be determined by reference to the shares held by this holder as at the time and date provided for by Luxembourg laws and regulations.

Each share of whatever sub-fund and regardless of the Net Asset Value per share within the sub-fund is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by telegram, telex, telefax or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board pursuant to notice setting forth the agenda sent prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders in accordance with Luxembourg law.

If, however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 13. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members who need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 14. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It shall also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board may establish from time to time internal rules, as deemed appropriate. The Board shall meet upon call by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by the majority of the votes cast or of the Directors present at any such meeting respectively.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex, telefax or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing, telegram, telex, telefax or by any electronic means capable of evidencing such appointment, another Director as his proxy. Any Director may also participate at any meeting of the Board by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such Director and a meeting of the Board may also be held by way of conference call or similar means of communication only. Such means must allow the Director(s) to participate effectively at such meeting of the Board. The proceedings of the

meeting must be retransmitted continuously. Such meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company. Directors may also cast their vote in writing or by any other electronic means capable of evidencing such vote.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented by another Director as proxy at a meeting of the Board. For the calculation of quorum and majority, the Directors participating at the Board by video conference or by telecommunication means permitting their identification are deemed to be present. Decision shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a written consent resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the Directors or by telex, cable, telegram, telefax message or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The Board from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operations and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors of the Company.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

Art. 17. The Directors and officers of the Company shall undertake to carry out their functions with loyalty and integrity. They shall, pursuant to applicable laws and regulations and the procedures of the Company, use their best judgement in order to avoid or resolve any potential conflict of interest. Subject to any restrictions adopted by the Board or set forth in applicable laws and regulations, no contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company have a material interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of such connection and/or relationship with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in this Article seventeen, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Company or any subsidiary or affiliate thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion, unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

Art. 18. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, any indemnity shall be

provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which such Director or officer of the Company may be entitled.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature(s) of any other person(s) to whom such authority has been delegated by the Board.

Art. 20. The Company shall appoint a “réviseur d’entreprises agréé” (hereafter “auditor”) who shall carry out the duties prescribed by the Law. The auditor shall be elected by the general meeting of shareholders for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

The auditor in office may be removed by the shareholders on serious grounds.

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form, subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

The redemption price shall be paid at the latest fifteen bank business days after the relevant Valuation Day, unless otherwise provided in the sales documents and, unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, shall be equal to the Net Asset Value for the relevant sub-fund as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof less such applicable fees and charges (including but not limited to the dilution levy), if any, as the sales documents may provide, such price being rounded to the nearest currency unit. Under no circumstances such payment shall be made later than thirty calendar days after the relevant Valuation Day. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a sub-fund in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the sales documents.

If applications for the redemption of 10 per cent or more of the Net Asset Value of the same sub-fund are received in respect of any Valuation Day or any other percentage being fixed from time to time by the Board and disclosed in the sales documents, the Board may decide to defer redemption requests so that the 10 per cent limit is not exceeded. Any redemption requests in respect of the relevant Valuation Day so reduced will be given priority over subsequent redemption requests received for the succeeding Valuation Day, subject always to the 10 per cent limit. The above limitations will be applied pro rata to all shareholders who have requested redemptions to be effected on or as at such Valuation Day so that the proportion redeemed of each holding so requested is the same for all such shareholders.

The Board may extend the period for payment of redemption proceeds in exceptional circumstances to such period as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company are invested or in exceptional circumstances where the liquidity of the Company is not sufficient to meet the redemption requests. The Board may also determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of shares of any specific sub-fund or sub-funds. The specific period for payment of the redemption proceeds of shares of any sub-funds of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the sales documents relating to the sale of such shares.

The Board may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

With the consent of the shareholder(s) concerned, the Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the sales documents.

If and to the extent required by law, such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the shares.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article twenty-two hereof or if the Directors and/or the AIFM (as defined hereafter), at their discretion, taking due account of the principle of equal treatment between shareholders and the interest of the relevant sub-fund, decide otherwise. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one sub-fund into shares of another sub-fund at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant sub-fund, provided that the Board may impose such restrictions between the sub-funds as disclosed in the sales documents as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

No redemption or conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the Board and/or the AIFM, be for an amount of less than that of the minimum holding amount as determined from time to time by the Board.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one sub-fund below the minimum holding amount as the Board and/or the AIFM shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such sub-fund.

Notwithstanding the foregoing, if in exceptional circumstances the liquidity of the Company is not sufficient to enable payment of redemption proceeds or conversions to be made within a one month period, such payment (without interest), or conversion, will be made as soon as reasonably practicable thereafter.

The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be published in the sales documents of the Company.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Shares of a sub-fund having a specific sales charge system and a specific distributions policy, as provided in Article five above, may be converted to shares of a sub-fund of shares having the same sales charge system and having the same or a different distribution policy.

Art. 22. The Net Asset Value, the subscription price and redemption price of each sub-fund in the Company shall be determined as to the shares of each sub-fund by the Company from time to time, as the Board may decide, (every such day or time determination thereof being referred to herein a "Valuation Day"), but so that no day observed as a holiday by banks in Luxembourg be a Valuation Day.

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value, the subscription price and redemption price of shares of any particular sub-fund and the issue and redemption of the shares in such sub-fund from its shareholder as well as conversions from and to shares of such sub-fund:

(a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such sub-fund, from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such sub-fund; or

(b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board, disposal or valuation of the assets held by the Company attributable to such sub-fund is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of shareholders, or if in the opinion of the Board the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to such sub-fund or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such sub-fund; or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such sub-fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares of the Company cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange; or

(e) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Company or any sub-fund(s), or merging the Company or any sub-fund(s), or informing the shareholders of the decision of the Board to terminate or merge any sub-fund(s); or

(f) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such sub-fund cannot be promptly or accurately ascertained; or

(g) for any other circumstances in which failure to suspend could engender either for the Company, one of its sub-funds or its shareholders, certain liabilities, financial disadvantages or any other harm for the Company that the sub-funds or its shareholders would not otherwise experience.

Any such suspension shall be published by the Company in newspapers determined by the Board if appropriate, and shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Company at the time of the filing of the written request for such redemption or conversion as specified in Article twenty-one hereof.

Such suspension as to any sub-fund will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, subscription price or redemption price, the issue, redemption and conversion of the shares of any other sub-fund.

Art. 23. The Net Asset Value of shares of each sub-fund in the Company shall be expressed in the reference currency of the relevant sub-fund (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day (and in any case at least once per year) by dividing the net assets of the Company corresponding to each sub-fund, being the value of the assets of the Company corresponding to such sub-fund less the liabilities attributable to such sub-fund, by the number of shares of the relevant sub-fund outstanding.

The subscription and redemption price of a share of each sub-fund shall be expressed in the reference currency of the relevant sub-fund (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day as the Net Asset Value per share of that sub-fund calculated in respect of such Valuation Day adjusted by a sales commission, redemption charge or dilution levy, if any, fixed by the Board in accordance with all applicable law and regulations. The subscription and redemption price shall be rounded upwards and downwards respectively to the number of decimals as shall be determined from time to time by the Board.

If an equalisation account is being operated an equalisation amount is payable.

The valuation of the Net Asset Value of different sub-funds shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (b) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not collected);
- (c) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscription rights, futures contracts, warrants and other investments and securities belonging to the Company;
- (d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company (the Company may however adjust the valuation to fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights);
- (e) all accrued interest on any securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;
- (f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company; and
- (g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) The securities admitted for listing on an official stock exchange or on another regulated market will be valued using the last closing price unless this price is not representative.

(2) Securities not admitted to such listing or not on a regulated market and securities thus listed but whose last closing price is not representative, will be valued on the basis of the probable selling price, estimated prudently and in good faith.

(3) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interest declared or accrued and not yet obtained, will be constituted by the nominal value of the assets, unless it appears unlikely that this amount will be obtained, in which case the value will be determined after deducting the amount that the Board and/or the AIFM deems appropriate to reflect the true value of these assets.

(4) Money market instruments will be valued using the amortised cost method at their nominal value plus any accrued interest or the "mark-to-market" method. When the market value is different to the amortised cost, the money market instruments will be valued using the mark-to-market method.

(5) Securities expressed in a currency other than that of the reference sub-fund will be converted to the currency of that sub-fund at the applicable exchange rate.

(6) Units/shares issued by open-ended-type undertakings for collective investment:

- on the basis of the last net asset value known by the central administration agent of the Company, the Board and/or the AIFM or

- on the basis of the net asset value estimated on the closest date to the sub-fund's Valuation Day.

(7) The value of companies that are not admitted for listing on an official or regulated market may be determined using a valuation method proposed in good faith by the Board and/or the AIFM based on the last audited annual financial statements available, and/or on the basis of recent events that may have an impact on the value of the security in question and/or on any other available valuation. The choice of method and of the medium allowing the valuation will depend on the estimated relevance of the available data. The value may be corrected according to any unaudited periodic financial statements available. If the Board and/or the AIFM deems that the price is not representative of the probable selling value of such a security, it will then estimate the value prudently and in good faith on the basis of the probable selling price.

(8) The value of forward contracts (futures and forwards) and option contracts traded on a regulated market or a securities exchange will be based on the closing or settlement prices published by the regulated market or securities exchange that as a general rule constitutes the principal place for trading those contracts. If a forward contract or option contract cannot be liquidated on the valuation date of the net assets in question, the criteria for determining the liquidation value of the forward or option contract will be set by the Board and/or the AIFM in a reasonable and equitable manner. Forward contracts and option contracts that are not traded on a regulated market or on a securities exchange will be

valued at their liquidation value determined in accordance with the rules established in good faith by the Board and/or the AIFM and according to standard criteria for each type of contract.

(9) The expected future flows, to be received and paid by the sub-fund pursuant to swap contracts, will be valued at their updated values.

(10) When deemed necessary, the Board and/or the AIFM may establish a valuation committee whose task will be to estimate prudently and in good faith the value of certain securities.

The Board and/or the AIFM is authorised to adopt any other appropriate principles for valuing the Company's assets if it is impossible or inappropriate to calculate the values based on the above criteria. If there is no bad faith or obvious error, the valuation determined by AIFM will be considered as final and will be binding on the sub-fund and its shareholders.

The net asset value may be adjusted as the Board or the AIFM may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholders' transactions. In circumstances where (i) one or more pricing sources fail(s) to provide valuations to the central administrative agent or to the AIFM, as the case may be which could have a significant impact on the Net Asset Value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the AIFM is authorized to postpone the Net Asset Value calculation and as a result may be unable to determine subscription and redemption prices.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all borrowings, bills and other amounts due;
- (b) all administrative and other operative expenses due or accrued including all fees payable to the investment adviser (s), the depositary and any other representatives and agents of the Company;
- (c) all known liabilities due or not yet due, including the amount of dividends declared but unpaid;
- (d) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of valuation and other provisions or reserves authorised and approved by the Board covering among others liquidation expenses; and
- (e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, accountants, depositary, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operation expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Board may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

For the purposes of the valuation of its liabilities, the Board may duly take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

C. There shall be established one pool of assets for each sub-fund in the following manner:

- a) the proceeds from the issue of shares in each sub-fund shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that sub-fund, and the assets, and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article.
- b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool of assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool.
- c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any actions taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool.
- d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated pro rata to all the pools on the basis of the net asset value of the total number of shares of each pool outstanding provided that any amounts which are not material may be equally divided between all pools.

The Board may allocate material expenses, after consultation with the auditor of the Company, in a way considered to be fair and reasonable having regard to all relevant circumstances.

e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on shares of any sub-fund, the Net Asset Value of such sub-fund shall be reduced or increased by the amount of such dividends depending on the distribution policy of the relevant sub-fund.

If there have been created, as more fully described in Article five hereof, within the same sub-fund two or more classes of shares, the allocation rules set above shall apply, mutatis mutandis, to such classes of shares.

D. Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of securities and other assets in which the Company is authorised to invest, and the entitlement of each sub-fund within the same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each pool on behalf of one specific or several specific sub-funds, assets which are sub-fund specific and kept separate from the portfolio which is common to all sub-funds related to such pool and there may be assumed on behalf of such sub-fund or sub-funds' specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the sub-fund related to a same pool and which shall be allocable to each sub-fund shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of sub-fund specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from sub-fund specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied *mutatis mutandis*.

The percentage of the Net Asset Value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each sub-fund shall be determined as follows:

1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each sub-fund shall be in proportion to the respective number of the shares of each sub-fund at the time of the first issuance of shares of a new sub-fund;

2) the issue price received upon the issue of shares of a specific sub-fund shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant sub-fund;

3) if in respect of one sub-fund the Company acquires specific assets or pays specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other sub-funds) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific sub-fund, the proportion of the common portfolio attributable to such sub-fund shall be reduced by the acquisition cost of such sub-fund specific assets, the specific expenses paid on behalf of such sub-fund, the distributions made on the shares of such sub-fund or the redemption price paid upon redemption of shares of such sub-fund;

4) the value of sub-fund specific assets and the amount of sub-fund specific liabilities are attributed only to the sub-fund to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the Net Asset Value per share of such specific sub-fund.

E. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article twenty-one hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant sub-fund is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant sub-fund; and

(c) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for the Company on such Valuation Day to the extent practicable.

Art. 24. Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the subscription price as hereinabove defined for the relevant sub-fund. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board but no later than five business days after the applicable Valuation Day, unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents. In addition, a dilution levy may be imposed on shareholders transactions as specified in the sales document.

The subscription price (not including the sales commission) may, upon approval of the Board and subject to the extent required by applicable laws, a special audit report from the auditor of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

Art. 25.

A. The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more sub-fund (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. The Board may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

1. A Participating Fund's participation in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units ("units") of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool the Board shall in its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the Board considers appro-

appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of units, calculated to three decimal places, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

2. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.

3. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Enlarged Asset Pool at any time and the net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of Article twenty-three provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

4. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time or receipt.

B. The Board may in addition authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg or foreign collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations.

Art. 26. The accounting year of the Company shall begin on the first day of April of each year and shall terminate on the last day of March of the following year. The accounts of the Company shall be expressed in EUR or such other currency or currencies, as the Board may determine pursuant to the decision of the general meeting of shareholders. Where there shall be different sub-funds as provided for in Article five hereof, and if the accounts within such sub-funds are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into EUR and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

Art. 27. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board in respect of each sub-fund, determine how the annual net investment income shall be disposed of.

The net assets of the Company may be distributed subject to the minimum capital of the Company as defined under Article five hereof being maintained.

Distribution of net investment income as aforesaid shall be made irrespective of any realised or unrealised capital gains or losses. In addition, dividends may include realised and unrealised capital gains after deduction of realised and unrealised capital losses.

Dividends may further, in respect of shares of any sub-fund, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such sub-fund and which, in such event, will, in respect of such sub-fund, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on dividends to be distributed to the shares of any sub-fund shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the shareholders of such sub-fund.

Interim dividends may at any time be paid on the shares of any sub-fund of shares out of the income attributable to the portfolio of assets relating to such sub-fund upon decision of the Board.

The dividends declared may be paid in the reference currency of the relevant sub-fund or in such other currency as selected by the Board and may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

Dividends may be reinvested on request of holders of registered shares in the subscription of further shares of the sub-fund to which such dividends relate.

The Board may, as regards registered shares, decide that dividends be automatically reinvested for any sub-fund unless a shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of dividends.

Art. 28. The Company may either be internally managed or appoint an external alternative investment fund manager (the "AIFM") within the meaning of the Law of 12 July on the Alternative Investment Fund Managers, as amended from time to time (the "AIFM Law").

Art. 29. The Company shall appoint a depositary which shall satisfy the requirements of the Law and the AIFM Law and which shall be responsible for the safekeeping of the assets of the Company and shall hold the same itself or through its agents.

Where the law of a non-EU member country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Article 19, paragraph 11 (d)

(ii) of the AIFM Law, the Company's depository can discharge itself of liability provided that the conditions laid down in Article 19, paragraph 14, of the AIFM Law are met.

In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders resolving to dissolve the Company and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each sub-fund shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each sub-fund in proportion of their holding of shares in such sub-fund.

Art. 30. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 31. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto and the Law.

Transitory dispositions

a) The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 March 2015.

b) The first annual general meeting will be held on 30 July 2015.

Subscription and payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid up the following shares:

Shareholder	Subscribed Capital	Number of paid-in shares
Apex Asset Management AG	31,000.- EUR	310
Total	31,000.- EUR	310

Proof of such payments has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever shall be borne by the Company and amount to EUR 3,000.-.

Statements

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Extraordinary general meeting of shareholder

The above named person representing the entire subscribed capital and considering itself as duly convened, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed directors for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2015:

- Lars Jensen, Partner, Apex Asset Management AG, born in Norddjurs, Denmark, on 21 of May 1979, professionally residing at Austrasse 14, 9495 Triesen, Liechtenstein,
- Morten Tinggaard, Partner, Apex Asset Management AG, born in Aalborg, Denmark, on 3 of April 1966, professionally residing at Austrasse 14, 9495 Triesen, Liechtenstein,
- Robert Archbold, Director, Credit Suisse Fund Services (Luxembourg) S.A., born in Dublin, Ireland, on 14 of July 1975, professionally residing at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Second resolution

The following is appointed réviseur d'entreprises agréé of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2015:

KPMG Luxembourg, 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

Third resolution

The registered office of the Company is fixed at 5, rue Jean Monnet, L-2180, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who are known to the notary by name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: J. SELYANSKAYA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 22 mai 2014. Relation: LAC/2014/23822. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 2 juin 2014.

Référence de publication: 2014078198/780.

(140092175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2014.

ITT Industries Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 183.262.

Il est déclaré par les présentes que dans un acte d'assemblée générale reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 décembre 2013, enregistré le 12 décembre 2013 (relation LAC/2013/57029), déposé au Registre de commerce et des sociétés à Luxembourg le 16 janvier 2014 (L140009747), publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations n° 481 le 21 février 2014, pour le compte de la société à responsabilité limitée "ITT INDUSTRIES GLOBAL S.à r.l." (la «Société») ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 183.262.

Il y a lieu de procéder à la rectification d'une erreur matérielle:

1. IL Y LIEU DE LIRE:

Version anglaise:

"B. The contributions made to the Company by the Sole Shareholder are to be recorded at fair market value which amounts to EUR 284,434,009.24 (two hundred eighty-four million four hundred thirty-four thousand and nine euro and twenty-four cents) as it results from the valuation certificate as of December 4, 2013 (the Certificate), which remains attached hereto, and to be allocated as follows:"

Version Allemande:

„B. Die Einlage in die Gesellschaft durch den Alleinigen Gesellschafter wird zu ihrem fairen Marktwert bewertet, welcher EUR 284.434.009,24 (zweihundertvierundachtzig Millionen vierhundert vierunddreißig tausend und neun Euro und vierundzwanzig Cents) beträgt, so wie es aus dem Bewertungszertifikat vom 4. Dezember 2013 (das Zertifikat), welcher beigegeben bleibt, hervorgeht und welcher wie folgt zugeteilt wird:"

2. AU LIEU DE LIRE dans la deuxième résolution:

Version anglaise:

"B. The contributions made to the Company by the Sole Shareholder are to be recorded at fair market value which amounts to EUR 284,433,934.24 (two hundred eighty-four million four hundred thirty-three nine hundred and thirty-four and thirty-four euro and twenty-four cents) as it results from the valuation certificate as of December 4, 2013 (the Certificate), which remains attached hereto, and to be allocated as follows:"

Version Allemande:

„B. Die Einlage in die Gesellschaft durch den Alleinigen Gesellschafter wird zu ihrem fairen Marktwert bewertet, welcher EUR 284.433.934,24 (zweihundertvierundachtzig Millionen vierhundert dreiunddreißig tausend neunhundert vierunddreißig Euro und vierundzwanzig Cents) beträgt, so wie es aus dem Bewertungszertifikat vom 4. Dezember 2013 (das Zertifikat), welcher beigegeben bleibt, hervorgeht und welcher wie folgt zugeteilt wird:"

Mention des présentes est requise partout où cela s'avère nécessaire.

Signé: P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28.03.2014. Relation: LAC/2014/14407. Reçu 12.-€ (douze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 28.03.2014.

Référence de publication: 2014050573/42.

(140057959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Teleflex Medical Devices S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.162.120,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 185.177.

—
In the year two thousand and fourteen, on the eighth day of April,

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- TELEFLEX MEDICAL INCORPORATED, a corporation duly incorporated and validly existing under the laws of the State of California, United States of America, having its registered office at 2710 Gateway Oaks Drive, Suite 150N, Sacramento, California 95833, United States of America registered with the Secretary of State of the State of California, United States of America, under registration number C0308527, referred as the "Shareholder";

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy given by the Shareholder on April 8, 2014.

Said proxy signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholder, represented by its proxyholder, has requested the notary to state as follows:

I. That the Shareholder is currently holding the eighty thousand (80,000) shares, having a par value of one US Dollar (USD 1) each, issued by the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing in Luxembourg under the name of TELEFLEX MEDICAL DEVICES S.À R.L., having its registered office at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 185.177 and incorporated by a deed of the undersigned notary on February 3, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company"), and which articles of association have not been amended (the "Articles").

II. That the Company's share capital amounts to eighty thousand US Dollars (USD 80,000) represented by eighty thousand (80,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each, all fully subscribed and entirely paid up.

III. That the Shareholder is currently holding all the membership units representing 100% of the equity of TELEFLEX GROWTH LLC, a limited liability company duly formed and validly existing under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, United States of America registered with the Secretary of State of the State of Delaware, United States of America, under registration number 5498577.

IV. That the Shareholder declares that it had full knowledge of the agenda prior to the present meeting and agrees to waive the notice requirements, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

V. That the agenda of the meeting is the following:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of one million eighty-two thousand one hundred twenty US Dollars (USD 1,082,120) in order to raise it from its present amount of eighty thousand US Dollars (USD 80,000) to one million one hundred sixty-two thousand one hundred twenty US Dollars (USD 1,162,120) by the issue of one million eighty-two thousand one hundred twenty (1,082,120) new shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each, vested with the same rights and obligations as the existing shares, together with an aggregate share premium of one hundred thirty-five millions US Dollars (USD 135,000,000) (together the "New Shares");

2. Subscription by the Shareholder to the New Shares, and full payment of the New Shares by a contribution in kind of fifty-four point nineteen percent (54.19 %) of the issued membership units representing the capital (together the "Shares") of TELEFLEX GROWTH LLC, a limited liability company duly formed and validly existing under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, United States of America registered with the Secretary of State of the State of Delaware, United States of America, under registration number 5498577;

3. Consideration of the valuation methods used for determining the value of the contribution;

4. Subsequent amendment of the first paragraph of Article 6.1 of the articles of association of the Company to give it the following content:

" **6.1. Subscribed share capital.** The share capital of the Company amounts to one million one hundred sixty-two thousand one hundred twenty US Dollars (USD 1,162,120) represented by one million one hundred sixty-two thousand

one hundred twenty (1,162,120) shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each, all fully subscribed and entirely paid up.”

5. Miscellaneous.

VI. That, on basis of the agenda, the Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of one million eighty-two thousand one hundred twenty US Dollars (USD 1,082,120) in order to raise it from its present amount of eighty thousand US Dollars (USD 80,000) to one million one hundred sixty-two thousand one hundred twenty US Dollars (USD 1,162,120) by the issuance of the New Shares.

Second resolution

Intervention - Subscription - Payment

The Shareholder declares to subscribe to all the New Shares to be fully paid up by a contribution in kind consisting in the Shares.

The contribution in kind for the aggregate amount of one hundred thirty-six million eighty-two thousand one hundred twenty US Dollars (USD 136,082,120), is allocated as follows:

- an amount of one million eighty-two thousand one hundred twenty US Dollars (USD 1,082,120) to the share capital; and

- an amount of one hundred thirty-five millions US Dollars (USD 135,000,000) to the share premium account.

Valuation

The total value of the Shares, which is declared to be of one hundred thirty-six million eighty-two thousand one hundred twenty US Dollars (USD 136,082,120) and whose valuation is accepted by the Company, is documented (i) by a declaration of value established by the Shareholder, effective as of April 8, 2014 and (ii) by a valuation statement established by the managers of the Company, effective as of April 8, 2014, which have been given to the notary, who expressly acknowledges them.

Statement of the shareholder

The Shareholder, through its proxyholder, declares that:

- it is the sole beneficial owner of the Shares and has the power to dispose of them, being legally and conventionally freely transferable;

- the contribution of the Shares is effective today without restriction;

- all formalities in order to duly formalize the transfer of the Shares to the Company and to render it effective anywhere and toward any third party have been made or will be made.

Third resolution

Pursuant to the above increase of the share capital of the Company, the Shareholder resolves to amend the first paragraph of Article 6.1 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“ **6.1 Subscribed share capital.** The share capital of the Company amounts to one million one hundred sixty-two thousand one hundred twenty US Dollars (USD 1,162,120) represented by one million one hundred sixty-two thousand one hundred twenty (1,162,120) shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each, all fully subscribed and entirely paid up.”

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately at seven thousand Euros (EUR 7,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy of the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le huit avril,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

- TELEFLEX MEDICAL INCORPORATED, une société dûment constituée et existant valablement selon les lois de l'Etat de Californie, Etats Unis d'Amérique, ayant son siège social au 2710 Gateway Oaks Drive, Suite 150N, Sacramento, Californie 95833, Etats Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat de Californie, Etats Unis d'Amérique, sous le numéro C0308527 ci-après l'«Associé»

ici représenté par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 8 avril 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé détient actuellement les quatre-vingt mille (80.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, émise par la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de TELEFLEX MEDICAL DEVICES S.A R.L., ayant son siège social à 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185.177 et constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 3 février 2014, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Société») et dont les statuts n'ont pas été modifiés (les «Statuts»).

II. Que le capital social de la Société est de quatre-vingt mille US Dollars (USD 80.000) représenté par quatre-vingt mille (80.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

III. Que l'Associé détient actuellement toutes les parts représentant 100% du capital de TELEFLEX GROWTH LLC, une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement selon les lois de l'Etat de Delaware, Etats Unis d'Amérique, ayant son siège social au 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, Etats Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat de Delaware, Etats Unis d'Amérique, sous le numéro 5498577.

IV. Que l'Associé déclare avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à la présente assemblée et renonce à toutes les formalités de convocation de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour.

V. Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

1. Considérer l'augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant d'un million quatre-vingt-deux mille cent vingt US Dollars (USD 1.082.120) afin de le porter de son montant actuel de quatre-vingt mille US Dollars (USD 80.000) à un million cent soixante-deux mille cent vingt US Dollars (USD 1.162.120) par l'émission d'un million quatre-vingt-deux mille cent vingt (1.082.120) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, dotées des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, avec une prime d'émission d'un montant de cent trente-cinq millions US Dollars (USD 135.000.000) (collectivement les «Nouvelles Parts»);

2. Considérer la souscription par l'Associé des Nouvelles Parts et libération intégrale des Nouvelles Parts par apport en nature consistant en cinquante-quatre virgule dix-neuf pourcent (54,19 %) des parts représentant l'entière du capital (collectivement les «Parts») de TELEFLEX GROWTH LLC, une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement selon les lois de l'Etat de Delaware, Etats Unis d'Amérique, ayant son siège social au 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, Etats Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat de Delaware, Etats Unis d'Amérique, sous le numéro 5498577;

3. Considérer la méthode d'évaluation utilisée pour la détermination de la valeur de l'apport;

4. Considérer la modification subséquente du premier paragraphe de l'article 6.1 des statuts de la Société afin de lui donner le contenu suivant:

« **6.1. Capital souscrit et libéré.** Le capital social de la Société est fixé à un million cent soixante-deux mille cent vingt US Dollars (USD 1.162.120) représenté par un million cent soixante-deux mille cent vingt (1.162.120) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.»;

5. Divers.

VI. Que sur base de l'ordre du jour, l'Associé prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant d'un million quatre-vingt-deux mille cent vingt US Dollars (USD 1.082.120) afin de le porter de son montant actuel de quatre-vingt mille US Dollars (USD 80.000) à un million cent soixante-deux mille cent vingt US Dollars (USD 1.162.120) par l'émission des Nouvelles Parts.

71424

*Deuxième résolution
Intervention - Souscription - Paiement*

L'Associé, par le biais de son mandataire, déclare souscrire aux Nouvelles Parts et de les libérer entièrement par apport en nature consistant aux Parts.

L'apport en nature pour le montant total de cent trente-six millions quatre-vingt-deux mille cent vingt US Dollars (USD 136.082.120) est alloué de la manière suivante:

- un montant d'un million quatre-vingt-deux mille cent vingt US Dollars (USD 1.082.120) au capital social; et
- un montant de cent trente-cinq millions US Dollars (USD 135.000.000) au compte prime d'émission.

Evaluation

La valeur totale des Parts est évaluée à cent trente-six millions quatre-vingt-deux mille cent vingt US Dollars (USD 136.082.120); cette valeur, qui a été acceptée par la Société, a été documentée (i) par une déclaration de valeur établie par l'Associé avec date d'effet au 8 avril 2014, et (ii) par le biais d'un certificat de valeur établi par les gérants de la Société avec date d'effet au 8 avril 2014, qui ont été données au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Déclaration de l'associé

L'Associé, par le biais de son mandataire, déclare que:

- il est le seul détenteur des Parts, et a le pouvoir d'en disposer, étant légalement et contractuellement librement cessibles;
- l'apport des Parts est effectif aujourd'hui sans restriction;
- toutes les formalités afin de valablement formaliser la cession des Parts à la Société et de la rendre opposable partout et envers tout tiers ont été ou seront effectuées.

Troisième résolution

Suite à l'augmentation du capital social de la Société, l'Associé décide de modifier le premier paragraphe de l'article 6.1 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **6.1. Capital souscrit et libéré.** Le capital social de la Société est fixé à un million cent soixante-deux mille cent vingt US Dollars (USD 1.162.120) représenté par un million cent soixante-deux mille cent vingt (1.162.120) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ sept mille Euros (EUR 7.000.-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 avril 2014. Relation: LAC/2014/17769. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 19 mai 2014.

Référence de publication: 2014071754/200.

(140083594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2014.

Raisin Blanc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 13, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 98.606.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014050766/10.

(140057577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.
